

RAPPORT DU GOUVERNEMENT AU PARLEMENT

AFFAIRES EXTERIEURES
2018

JURA  CH
RÉPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

TABLE DES MATIERES

Introduction	3
1. Le Jura sur la scène fédérale et intercantonale.....	4
1.1 Les dossiers prioritaires	4
1.2 Les événements particuliers	6
1.3 Les rencontre bilatérales.....	7
2. Le Jura sur la scène transfrontalière	9
2.1 Les thématiques prioritaires	9
2.2 Les rencontres bilatérales	11
3. Le Jura sur la scène interrégionale.....	12
3.1 Les collaborations multilatérales	12
3.2 Les collaborations bilatérales.....	12
4. L'aide au développement.....	14
Conclusion	15
Annexe 1 : activités gouvernementales au sein des instances intercantionales	16
Annexe 2 : activités gouvernementales au sein des conférences transfrontalières	17

INTRODUCTION

Le rapport annuel du Gouvernement au Parlement sur les affaires extérieures du canton du Jura passe en revue l'année 2018. Par rapport aux éditions précédentes, le présent rapport est plus court. Le Gouvernement a en effet décidé de mettre l'accent sur les objets et les thématiques prioritaires pour la défense des intérêts du canton au plan fédéral, intercantonal et transfrontalier ainsi que sur les principales collaborations, événements ou rencontres qui contribuent à faire rayonner le canton au-delà des frontières cantonales en Suisse ou à l'étranger. Conformément à la Convention relative à la participation des parlements cantonaux dans le cadre de l'élaboration, de la ratification, de l'exécution et de la modification des conventions intercantionales et des traités avec l'étranger, le rapport 2018 est en premier lieu destiné à informer le Parlement et sert de base de dialogue avec celui-ci. Le rapport s'adresse également aux institutions et partenaires du canton ainsi qu'à toute personne intéressée.

Les relations extérieures revêtant une importance toute particulière pour le canton du Jura, les ministres ont continué en 2018 à s'engager très activement au-delà des frontières cantonales. Le Gouvernement a entretenu des échanges réguliers avec la députation jurassienne aux Chambres fédérales. Ceux-ci se concrétisent par le biais de la Conférence des affaires fédérales qui se réunit avant chaque session parlementaire ainsi que par des échanges ponctuels et bilatéraux lors du traitement de dossiers particuliers. Tout au long de l'année, le Gouvernement s'est employé à suivre l'élaboration de projets impactant le canton, projets auxquels il a participé activement en défendant sa position. Un grand nombre de ces démarches sont entreprises en collaboration avec d'autres cantons, dans le cadre d'actions bilatérales ou de conférences gouvernementales ou spécialisées. Les ministres entretiennent également des relations suivies avec les partenaires français et allemands voisins, que ce soit au sein des instances transfrontalières, telles que la Conférence TransJurassienne (CTJ) ou la Conférence du Rhin supérieur (CRS), ou dans le cadre d'échanges bilatéraux.

L'année 2018 a été marquée par les décisions du Conseil fédéral et des Chambres fédérales concernant la réforme de la péréquation financière. Cette réforme péjore la situation financière des cantons à faible potentiel de ressources, dont celle du canton du Jura et fait craindre une augmentation des disparités entre les cantons. Le Gouvernement jurassien observe ces développements avec inquiétude car ils touchent directement à la cohésion nationale.

A l'inverse, le thème des transports, par son essence même, est de ceux qui constituent le socle des relations entre le Jura et ses voisins. Dans ce domaine, l'année 2018 a été particulièrement riche avec, notamment, la réouverture effective de la ligne Bienne-Belfort ainsi que la réintroduction souhaitée de la ligne directe entre Bâle et l'Arc lémanique. Conjugués, ces deux projets constituent une réelle opportunité de développement à saisir en concertation avec les partenaires français et suisses voisins.

1. LE JURA SUR LA SCENE FEDERALE ET INTERCANTONALE

La promotion et la défense des intérêts jurassiens sur la scène fédérale constituent un élément crucial des affaires extérieures. Les objets traités et les décisions prises par le Conseil fédéral et les Chambres fédérales peuvent avoir des effets conséquents pour les cantons. Le Gouvernement jurassien en est conscient et a poursuivi en 2018 son engagement dans ce domaine.

La défense des intérêts jurassiens ne se conçoit pas uniquement à l'échelon cantonal, mais exige aussi de mener des actions concertées au niveau intercantonal. Les conférences gouvernementales et spécialisées jouent ici un rôle primordial. Le présent rapport se concentre principalement sur les activités conduites par les conférences gouvernementales et renvoie aux départements concernant les actions menées par les conférences spécialisées et les autres instances intercantionales.

1.1 Les dossiers prioritaires

Péréquation financière Confédération-cantons

Le projet d'optimisation de la péréquation financière que le Conseil fédéral a soumis au Parlement en 2018 a été pensé dans une large mesure par la Conférence des gouvernements cantonaux (CdC). Ce projet qui vise à faire économiser 300 millions de francs par année aux cantons contributeurs péjore à hauteur de plusieurs millions de francs la situation du canton du Jura. Le canton s'est fortement investi dans les débats avec l'aide de ses élus fédéraux et celle du canton du Valais, également défavorable au projet. Plusieurs propositions d'amendements demandant notamment à la Confédération d'augmenter son soutien aux cantons les plus faibles ont été formulées. Le projet bénéficiant du soutien de la CdC et d'une large majorité des cantons, elles n'ont malheureusement pas été retenues.

Réexamen de la répartition des tâches

Face à une centralisation croissante, les cantons plaident depuis plusieurs années pour la poursuite du désenchevêtrement des tâches. La CdC a ainsi lancé en 2015 le projet « Réexamen de la répartition des tâches Confédération-cantons ». En collaboration avec les cantons, le Département fédéral des finances (DFF) a établi un rapport en réponse à la motion « Séparation des tâches entre la Confédération et les cantons » (13.3363) qui demandait que soient analysés les domaines de tâches dont le financement est assuré conjointement par la Confédération et les cantons. Le rapport a permis de repérer un potentiel de désenchevêtrement dans plusieurs domaines. Le Conseil fédéral a chargé le DFF de poursuivre les discussions avec les cantons à ce sujet. Le réexamen de la répartition des tâches pouvant avoir des répercussions importantes sur les cantons, le Gouvernement jurassien suivra ce dossier de près dans les mois et années à venir.

Réforme fiscale et financement de l'AVS

Suite au rejet de la 3^{ème} réforme de l'imposition des entreprises (RIEIII) dans les urnes en février 2017, le Conseil fédéral a présenté en septembre 2017 le Projet fiscal 17 (PF17). La Commission de l'économie et des redevances du Conseil des Etats a alors proposé un compromis pour compenser l'impact social de la réforme : la compensation s'effectuera dans le cadre de l'AVS au lieu des allocations familiales (comme proposé par le Conseil fédéral). Avec ce nouveau compromis, le projet est devenu le projet de réforme fiscale et financement de l'AVS (RFFA). Les Chambres fédérales ont adopté le projet en septembre 2018, le peuple suisse et les cantons en mai 2019. Le Gouvernement jurassien s'est fortement engagé, en particulier au sein de la Conférence des directeurs des finances (CDF) et de la Conférence latine des directeurs des finances (CLDF), pour l'élaboration du projet RFFA et pour la votation de mai 2019. Il était en effet essentiel de trouver rapidement une solution équilibrée, qui puisse bénéficier du soutien de l'économie et de la population, et de réduire ainsi l'incertitude fiscale pour les entreprises.

3^{ème} projet d'agglomération de Delémont

Début 2018, l'Office fédéral du développement territorial (ARE) a proposé au Conseil fédéral de ne pas retenir le 3^{ème} projet d'agglomération de Delémont parmi les 35 projets à financer à partir de 2019. Le canton du Jura et l'agglomération de Delémont se sont engagés avec le soutien des élus fédéraux jurassiens ainsi que des Conférences des gouvernements de la Suisse du Nord-Ouest (CGNO) et de la Suisse occidentale (CGSO) pour réintégrer le projet delémontain. Pour cela, les demandes de crédits ont été redimensionnées en se concentrant sur les projets préavisés de manière positive par l'ARE. Cette stratégie s'est avérée payante puisque le Conseil national et le Conseil des Etats ont en 2019 accepté de financer les éléments proposés pour l'agglomération de Delémont, contre l'avis du Conseil fédéral.

Etape d'aménagement de l'infrastructure ferroviaire 2030/35

Le montage de l'étape d'aménagement 2030/35 du programme de développement stratégique de l'infrastructure ferroviaire (PRODES 2030/35) a été suivi de manière attentive par les autorités cantonales en lien étroit avec la députation jurassienne. L'objectif prioritaire du Gouvernement jurassien a été atteint : le projet du Conseil fédéral prévoit la réintroduction de la ligne directe entre Bâle et l'Arc lémanique via Delémont et intègre la cadence à la demi-heure entre Bâle et Bienne. Les autorités jurassiennes ont pu ici aussi compter sur le soutien actif de la CGNO et de la CGSO. Le financement des études pour le projet d'amélioration de la ligne entre la Chaux-de-Fonds et Delémont a également été obtenu malgré son classement en deuxième priorité par l'Office fédéral des transports (OFT).

Trafic ferroviaire marchandises

Le Gouvernement s'est saisi du dossier du trafic ferroviaire marchandises suite à la décision de CFF Cargo d'abandonner son service sur une partie importante du territoire cantonal. Des discussions intenses ont eu lieu avec les chemins de fer du Jura, CFF Cargo et les élus fédéraux jurassiens. Au final, un protocole d'accord a pu être signé. Il permet de maintenir une grande partie de la desserte jusqu'à fin 2021. De nouvelles discussions devront avoir lieu dès la fin 2019 pour la desserte à plus long terme.

Agenda Intégration Suisse

Souhaitant intégrer plus rapidement et plus efficacement les personnes admises à titre provisoire et les réfugiés pour réduire leur dépendance à l'aide sociale, la Confédération et les cantons ont établi un nouveau programme « Agenda Intégration Suisse ». Ce dernier s'inscrit dans le programme d'intégration cantonal et vise à renforcer les objectifs d'efficacité au moyen d'investissements plus importants. Les forfaits d'intégration passeront ainsi de 6'000 à 18'000 francs par personne. L'agenda a été approuvé en mars par la CdC et en avril 2018 par le Conseil fédéral. Un concept cantonal a été réalisé en collaboration avec l'ensemble des services devant être directement impliqués dans les mesures mises en œuvre. Une convention de programme sera prochainement signée par chaque canton et la Confédération, engageant les parties jusqu'à fin 2021.

Politique européenne

En 2018, le Gouvernement a continué de suivre, principalement à travers la CdC et la CGSO, l'évolution des relations de la Suisse avec l'Union européenne (UE) ainsi que leurs répercussions sur les cantons. De nombreux tours de négociation ont eu lieu entre la Suisse et la Commission européenne tout au long de l'année, auxquels le secrétariat de la CdC a pris part. En novembre, l'UE a déclaré les négociations closes. Le Conseil fédéral a renoncé à parapher le texte et a annoncé vouloir auditionner les milieux intéressés en 2019, afin de définir une position consolidée. Le Gouvernement jurassien a déclaré soutenir la conclusion d'un accord sur la base du texte négocié par le Conseil fédéral, tout en demandant le renforcement du rôle des commissions tripartites cantonales ainsi que la clarification de plusieurs points en lien avec les aides d'État, la directive relative aux droits des citoyens de l'UE ainsi que la révision du règlement sur la coordination des systèmes de sécurité sociale. Des clarifications avec l'UE sur les points qui ont suscité le plus de doutes et de résistances dans le cadre des auditions sont actuellement en cours. Il s'agit de la protection des salaires, de la directive sur la citoyenneté et des aides d'Etat

La Poste

Les discussions avec la Poste ont été nombreuses en 2018. Elles ont concerné plusieurs sujets, notamment la politique de transformation des offices de poste, la distribution du courrier, les transports publics, le vote électronique ou le dossier électronique du patient. Le scandale en lien avec CarPostal a également été suivi de façon active, de son éclatement jusqu'à la restitution des montants perçus indument par l'entreprise. Le Gouvernement jurassien a répété à plusieurs reprises qu'il souhaite que l'ancienne régie fédérale maintienne voire développe ses activités et le nombre de ses employés sur le territoire cantonal.

Médias

En 2018, le Gouvernement jurassien a suivi la problématique relative aux médias principalement par le biais de la CGSO. Cette thématique dépasse la seule défense de la pluralité de la presse, mais concerne également la prise en compte et la visibilité des cantons de la Suisse occidentale. La CGSO et le Gouvernement jurassien ont soutenu la conclusion d'un accord de prestations avec l'Agence télégraphique suisse (ATS) dans le cadre de la consultation sur la modification de l'ordonnance sur la radio et la télévision et ont répondu à la consultation sur la loi sur les médias électroniques afin de relever les domaines dans lesquels la loi devait à son sens être adaptée. La CGSO, de son côté, est intervenue auprès de la Société suisse de radiodiffusion et télévision (SSR) pour la rendre attentive à l'importance de l'ancrage de l'entreprise dans les régions. Cette démarche a débouché sur une rencontre de la conférence avec les instances dirigeantes de la SSR et la RTSR en septembre 2018.

Autres

De nombreux autres dossiers fédéraux et intercantonaux ont également fait l'objet d'un suivi attentif de la part du Gouvernement jurassien et des conférences intercantionales. On peut évoquer notamment les prestations complémentaires, l'imposition équilibrée pour les couples ou la cyberadministration.

1.2 Les événements particuliers

Séminaire ch « Gouverner aujourd'hui »

Comme chaque année, le séminaire ch « Gouverner aujourd'hui » a réuni du 10 au 12 janvier 2018 l'ensemble des conseillers et chanceliers d'Etat, dont le Gouvernement jurassien, à Interlaken. La traditionnelle soirée cantonale, qui clôt la 2^{ème} journée du séminaire, a été organisée par les cantons du Jura et de Vaud. La soirée a permis aux deux cantons de présenter certaines de leurs spécialités culinaires et spécificités culturelles.

Session jurassienne

La rencontre annuelle entre les Jurassiens qui travaillent au sein de l'administration fédérale et le Gouvernement a eu lieu le 13 mars 2018 à la Maison des cantons à Berne. Une septantaine de personnes ont participé à l'événement. Ancien délégué aux affaires fédérales du canton du Tessin, Jörg de Bernardi, alors vice-chancelier de la Confédération, a participé à une table ronde sur la défense des intérêts cantonaux sous la coupole fédérale.

Groupement suisse pour les régions de montagnes

Le Groupement suisse pour les régions de montagne (SAB) a fêté ses 75 ans en 2018. A cette occasion, son Comité a décidé de siéger à Delémont les 4 et 5 juillet 2018. Une délégation du Gouvernement a participé à la rencontre et a échangé avec les membres du Comité sur différents objets fédéraux d'importance pour les régions rurales.

Excursion des ambassadeurs

Chaque année, les ambassadeurs suisses en poste à l'étranger reviennent en Suisse pour un séminaire de plusieurs jours qui se termine par une excursion récréative. En 2018, sous l'impulsion du président de la Confédération Alain Berset, l'excursion des ambassadeurs a eu lieu dans le canton du Jura. Ainsi, 200 diplomates accompagnés d'Alain Berset et du conseiller fédéral en charge des affaires étrangères Ignazio Cassis ont, le 23 août 2018, sillonné les Franches-Montagnes. La journée a été organisée en grande partie par la Chancellerie cantonale sur mandat du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Halle du Marché-Concours, étang de la Gruère, bière des Franches-Montagnes et quadrille, si les atouts touristiques n'ont pas manqué, l'accent a également été mis sur la jeunesse. L'Ecole de cirque du Jura, la Division technique du Centre jurassien d'enseignement et de formation (CEJEF) et la classe bilingue du Lycée cantonal ont participé activement au succès de cette journée. Le Gouvernement jurassien a participé in corpore à la journée.

Commission de gestion du Conseil des Etats

La Commission de gestion du Conseil des Etats a siégé à Delémont les 27 et 28 août 2018. A cette occasion, elle a reçu le Gouvernement jurassien in corpore. Ce dernier a pu présenter sa position sur les dossiers fédéraux les plus importants pour le canton.

#SwissBreakfast

Sur invitation de S.E. Christian Meuwly, ambassadeur de Suisse en Belgique, Charles Juillard a participé le 6 septembre 2018 à un débat avec Karl-Heinz Lambertz, président du Comité européen des régions et sénateur de la Communauté germanophone de Belgique, dans le cadre d'un « #SwissBreakfast » sur la thématique « Les défis du fédéralisme en Suisse et en Belgique : une voie pour l'Europe ? ». Cette rencontre a été l'occasion d'échanger autour d'un petit-déjeuner typiquement suisse sur les chances et les défis que peut représenter le fédéralisme dans une Europe des régions faisant face à des tendances centrifuges.

Comité de la Conférence des gouvernements de la Suisse de Suisse occidentale

Le 30 novembre 2018, le Comité de la CGSO s'est réuni au StrateJ à Delémont. Les cantons de Fribourg et du Jura ont profité de cette occasion pour présenter l'association et le guichet virtuel iGovPortal aux autres cantons romands.

1.3 Les rencontre bilatérales

Canton de Bâle-Ville

Lors d'une séance de travail le 19 mars 2018 à Montfaucon, les exécutifs jurassien et bâlois ont réaffirmé leur volonté de poursuivre, mais également de renforcer leur collaboration dans différents domaines comme l'économie, la formation, la santé, les transports et la culture. La rencontre a permis d'aborder des centres d'intérêts communs et de faire le point sur les collaborations actuelles ou futures. Le Conseil d'Etat bâlois a profité de l'occasion pour informer le Gouvernement jurassien de l'état d'avancement des travaux en lien avec la mise en place de la région de planification et du groupe hospitalier communs des deux Bâle. Ce projet, refusé en votation populaire par la suite, aurait dû également permettre de renforcer la collaboration avec les cantons voisins, dont le canton du Jura.

Canton de Bâle-Campagne

Réunis au Lycée cantonal de Porrentruy le 8 mai 2018, les exécutifs de Bâle-Campagne et du canton du Jura ont échangé sur plusieurs dossiers d'intérêts communs. Un accent particulier a été mis sur le

domaine de la formation et de l'enseignement. La promotion du bilinguisme revêtant une importance particulière pour les deux cantons, les gouvernements se sont réjouis de l'ouverture d'une deuxième classe pour la maturité bilingue à la rentrée d'août 2018. Ils ont également décidé d'examiner la possibilité de développer d'autres projets communs en matière d'enseignement et de formation.

Canton de Fribourg

Le Conseil d'Etat fribourgeois a accueilli les 26 et 27 juin 2018 le Gouvernement jurassien pour une séance de travail à Morat. Les deux exécutifs ont réaffirmé à cette occasion leur volonté de poursuivre les collaborations dans les domaines du tourisme (Jura & Trois-Lacs et EasyCheckIn), la cyberadministration (en particulier iGovPortal) et la santé (association CARA et centrale CASU 144 Fribourg-Jura). À travers ces mises en commun de compétences, il s'agit d'offrir des prestations et services de qualité.

Canton de Neuchâtel

Dans le cadre de leurs relations de bon voisinage, le Gouvernement jurassien a accueilli le 22 octobre 2018 le Conseil d'Etat neuchâtelois aux Bois. La rencontre a notamment porté sur la notion même d'Arc jurassien et les potentiels de coopération dans cet espace, respectivement entre les deux cantons du Jura et de Neuchâtel. Dans ce contexte, les deux exécutifs ont exprimé leur volonté de poursuivre et de développer leur collaboration d'une part ainsi que de mieux faire reconnaître les spécificités et les atouts de l'Arc jurassien à l'échelle nationale d'autre part.

2. LE JURA SUR LA SCENE TRANSFRONTALIERE

En raison de sa position géographique, le canton du Jura est engagé dans différents espaces de coopération transfrontalière avec la France et l'Allemagne voisines. Il faut citer ici :

- les organismes institutionnels : arcjurassien.ch, CTJ, CRS et Commission intergouvernementale du Rhin supérieur ;
- les accords de coopération bilatéraux : accords Jura-Territoire de Belfort, Jura-Pays de Montbéliard Agglomération et Jura-Haut-Rhin ;
- le fonds de coopération culturelle Jura-Territoire de Belfort ;
- les programmes européens de coopération : programmes INTERREG France-Suisse et Rhin supérieur.

En 2018, le Gouvernement jurassien a chargé un groupe de travail d'établir un rapport sur les liens du Jura avec les espaces de l'Arc jurassien et du Rhin supérieur, tant au plan des relations fonctionnelles qu'institutionnelles. Les recommandations du rapport, approuvées par le Gouvernement, peuvent se résumer comme suit :

- La réalité des interconnexions entre le Jura et les territoires voisins est complexe, mais cette complexité est un élément de contexte qu'il est préférable d'admettre plutôt que de combattre.
- Dans les stratégies de développement régional, il est important de maintenir une ligne politique qui intègre les relations avec les territoires voisins au travers de la mise en œuvre de partenariats constructifs.
- Pour qu'ils soient porteurs d'avenir, les partenariats doivent s'inscrire dans la durée. Le temps est un élément dont il ne faut pas sous-estimer la portée.

Il s'agit donc, pour le Jura, de faire évoluer ses relations extérieures sans les remettre en cause, mais en s'appuyant sur des priorités claires et régulièrement rediscutées.

2.1 Les thématiques prioritaires

Transport

L'année 2018 a été marquée par la réouverture de la ligne Delle-Belfort, tronçon manquant de l'axe ferroviaire Bienne-Belfort. La réouverture de cette ligne transfrontalière a été le résultat d'une volonté politique sans faille sur le long terme. Alors que le total des investissements s'est monté à 110 millions d'euros, la Confédération a pris à sa charge 24,7 millions de francs et le canton du Jura 3,2 millions. Le Gouvernement constate avec regret que la fréquentation de la ligne ne répond pas aux attentes. Des discussions et négociations sont en cours pour remédier à cette situation.

Après cinq années de mise en œuvre, le dispositif « Covoiturage de l'Arc jurassien », auquel le canton du Jura est associé, a tiré un bilan positif de l'expérience menée avec le soutien du programme INTERREG France-Suisse. Ce dispositif, qui promeut le covoiturage en tant que solution de transport flexible et conviviale, vient compléter l'offre existante en transports publics. Le projet regroupe près de 135 entreprises participantes, dont 35 jurassiennes, soit près de 35'000 collaborateurs. Compte tenu des impacts du dispositif, de son rapport coût/efficacité, de la masse d'entreprises encore mobilisables et du coût de solutions alternatives qui offriraient un niveau de service comparable (lignes de bus ou de cars), les partenaires du projet ont décidé de pérenniser le dispositif.

La francovélosuisse, qui relie Porrentruy à Belfort, a connu une belle avancée en 2018 : le verrou de Grandgourt dû à des oppositions privées a sauté, dégageant ainsi la voie pour l'achèvement de la partie jurassienne de cette piste cyclable. De son côté, la liaison entre Buix et Grandgourt devrait être terminée en 2019. Les autres tronçons de Grandgourt à Porrentruy seront réalisés dès 2020. L'évolution de ces projets dépendra du traitement des oppositions des propriétaires fonciers et des contraintes environnementales à respecter. Les sept boucles cyclotouristiques qui accompagnent la réalisation de la francovélosuisse sont, elles, toutes balisées.

Sécurité A16

Une convention a été signée il y a quatre ans entre le canton du Jura et le Service départemental d'incendie et de secours du territoire de Belfort afin de garantir la sécurité sur l'autoroute A16. Lors d'un accident comme celui d'octobre 2018 dans un tunnel à l'ouest de Porrentruy, les pompiers doivent être aptes à intervenir des deux côtés du sinistre. A cette fin, l'Office fédéral des routes (OFROU) a acquis du matériel dont un véhicule pour équiper les pompiers français. Fin 2018, un avenant à la convention a été signé pour définir de manière précise les responsabilités de chacun quant à l'utilisation et la maintenance de ce matériel.

Economie

Le 28 mars 2018 s'est tenue la 1^{ère} édition du Forum économique franco-suisse dans le cadre du SIAMS à Moutier. Organisée par les autorités jurassiennes et belfortaines, la manifestation a réuni près de 100 participants français et suisses et a ainsi permis de créer des liens entre les chefs d'entreprises des deux côtés de la frontière. Une 2^{ème} édition est prévue en 2019.

arcjurassien.ch a fêté ses 10 ans d'existence en 2018. Pour marquer le coup, une matinée de réflexion a été mise sur pied le 19 novembre 2018 à La Chaux-de-Fonds portant sur la thématique de l'économie présenteielle. Plus de 150 personnes, représentants des pouvoirs publics et acteurs socio-économiques publics et privés, ont échangé sur les solutions à mettre en œuvre pour favoriser la consommation de biens et services régionaux.

Formation professionnelle

Dans le cadre de l'accord Jura-Territoire de Belfort, un groupe de travail a été constitué autour de la thématique « Formation professionnelle et emploi ». L'objectif de ce groupe de travail est de produire une photographie de la situation du marché de l'emploi dans l'espace Nord Franche-Comté/Jura et d'évaluer la nécessité de mise en œuvre de politiques publiques afin d'ajuster l'offre de formations, les besoins des entreprises et la disponibilité de la main d'œuvre. Le groupe de travail juge la situation globalement satisfaisante, mais considère nécessaire de mettre en réseau les acteurs afin d'anticiper tous problèmes potentiels. Parallèlement aux travaux du groupe de travail, une délégation du Gouvernement jurassien a accueilli le 18 avril 2019 plusieurs représentants du Territoire de Belfort pour visiter la Division technique du CEJEF à Porrentruy et le Centre d'enseignement professionnel des industries de la métallurgie (CEPIM) à Delémont.

Tourisme

En 2018, la CTJ a initié une réflexion sur la coopération en matière de tourisme associant les acteurs de l'Arc jurassien franco-suisse. Quatre journées ont été organisées en septembre dans les différents territoires, dont une à Delémont. Elles ont permis aux participants d'échanger et de réfléchir aux besoins, attentes et ambitions de l'Arc jurassien. Afin de présenter la synthèse de ces travaux, une Matinée de la CTJ consacrée au tourisme s'est tenue le 10 décembre 2018. Cette matinée a également été l'occasion de présenter les statistiques du tourisme sur l'Arc jurassien franco-suisse ainsi que des projets touristiques réalisés sur d'autres espaces transfrontaliers. Au terme du processus, décision a en outre été prise de mettre en place une assistance à maîtrise d'ouvrage qui aura pour but de positionner l'Arc jurassien comme une destination touristique d'envergure, de favoriser les rapprochements entre les acteurs touristiques et d'accompagner les acteurs locaux dans la création de projets.

Culture

Dans le domaine culturel, les projets transfrontaliers concernent principalement le canton du Jura et le Territoire de Belfort, qui ont institué un fonds de coopération culturelle. Pour 2018, deux projets doivent ici être mentionnés : les expositions mises sur pied à Porrentruy, Belfort et Delle consacrées à l'œuvre photographique de René Lièvre ainsi que le projet Territoires Dansés en commun. Ce dernier, qui est porté par l'Association interjurassienne des centres culturels (AICC) et le Centre chorégraphique national de Belfort Via Danse, concerne la formation et la mise en réseau d'acteurs suisses et français de l'éducation artistique et culturelle.

2.2 Les rencontres bilatérales

Grand Belfort et Territoire de Belfort

Le Gouvernement jurassien s'est déplacé le 29 mai 2018 à Belfort pour rencontrer les présidents et vice-présidents de la Communauté d'agglomération Grand Belfort et du Conseil départemental du Territoire de Belfort. A cette occasion, il a été procédé à un tour d'horizon des coopérations en cours dans les domaines des transports, de l'économie, de la santé, de la formation et de la culture.

Département du Haut-Rhin

Le 30 octobre 2018, le Gouvernement a accueilli une délégation du Conseil départemental du Haut-Rhin, emmenée par sa présidente Brigitte Klinkert. L'objet principal de la visite était la redynamisation des collaborations Jura-Haut-Rhin. Les discussions ont porté sur les transports, la culture, le vieillissement de la population, les relations avec Bâle ainsi que les défis auxquels fait face l'Alsace au plan institutionnel.

3. LE JURA SUR LA SCENE INTERREGIONALE

Dans le cadre de la coopération interrégionale, le canton du Jura s'engage à l'échelon multilatéral au sein de l'Assemblée des régions d'Europe (ARE) et du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe (CPLRE). Au plan bilatéral, la coopération interrégionale concerne les partenariats avec des régions n'ayant pas de frontières communes avec le canton du Jura. En 2018, il s'est agi principalement des relations avec la province et la ville de Québec. Par ailleurs, le Gouvernement jurassien entretient des contacts ponctuels avec les représentations étrangères en Suisse afin de maintenir des liens d'amitié à l'échelon international.

3.1 Les collaborations multilatérales

Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe

Le ministre David Eray représente la Suisse du Nord-Ouest au sein du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe (CPLRE) depuis 2016. Comme à l'accoutumée, le CLPRE a organisé deux sessions en 2018. Elles étaient consacrées aux thématiques « Intégrité et comportement éthique des élus locaux et régionaux » et « Gouvernance des villes et des régions basée sur le droit des personnes ». Pour des raisons budgétaires en lien avec le non-paiement par la Russie de ses cotisations au Conseil de l'Europe, le CLPRE a par contre réduit ses autres activités.

Assemblée des régions d'Europe

Malgré la perte d'importance de l'Assemblée des régions d'Europe (ARE) au niveau européen, le canton du Jura poursuit son engagement en son sein afin de pouvoir participer activement à son programme de stages « Eurodyssée ». Ce programme, né à l'initiative du Jura et de la Franche-Comté, propose des stages de trois à sept mois à l'étranger à des jeunes au bénéfice d'une formation professionnelle ou universitaire. La participation à « Eurodyssée » donne, de plus, accès à un réseau de régions actives dans la mobilité, avec lesquelles des échanges se sont développés à l'enseigne d'autres programmes européens, notamment « Erasmus+ ». En 2018, ce sont 55 jeunes jurassiens qui ont profité des programmes de mobilité.

Forum des pouvoirs locaux et régionaux de l'Association européenne de libre échange

Le Forum des pouvoirs locaux et régionaux de l'Association européenne de libre échange (Forum AELE) s'est réuni à Bruxelles les 6 et 7 décembre 2018. Le président du Gouvernement jurassien David Eray a représenté pour la première fois les cantons comme observateur au nom de la CdC. Le Forum AELE a débattu de la coopération avec le Comité des régions de l'UE ainsi que des conséquences du Brexit. Il a adopté deux résolutions : l'une sur la protection des lanceurs d'alerte et la seconde sur la participation des pays AELE aux programmes européens de la prochaine génération (2021-2027). David Eray a saisi l'occasion pour informer les partenaires norvégiens et islandais sur l'issue du vote sur l'initiative « Contre les juges étrangers » ainsi que sur les négociations avec l'UE concernant le dossier institutionnel.

3.2 Les collaborations bilatérales

Rencontres avec les représentations étrangères en Suisse

Il est d'usage que le Gouvernement jurassien accueille chaque année quelques représentations étrangères en Suisse. En 2018, une seule rencontre de ce type a eu lieu : le Gouvernement a reçu S.E. Anne Paugam, ambassadeur de France en Suisse, et Olivier Mauvisseau, consul général de France à Genève, le 19 mars 2018. Ces rencontres de courtoisie permettent de renforcer les liens d'amitié que le canton du Jura entretient avec l'étranger, de présenter le canton vers l'extérieur, de faciliter les échanges d'expériences et d'évaluer les potentiels de coopération.

Nova Friburgo

L'année 2018 a marqué les 200 ans de la fondation de la ville de Nova Friburgo au Brésil, pour laquelle sont partis une année plus tard 2'000 colons suisses, dont 800 fribourgeois et 500 jurassiens encore bernois. Un programme de festivités a été mis sur pied en Suisse et au Brésil par le canton de Fribourg en collaboration avec l'association Fribourg-Nova Friburgo. Une délégation officielle composée de représentants de la Confédération ainsi que des cantons de Fribourg et du Jura s'est rendue au Brésil en mai 2018. Une journée aux couleurs jurassiennes a été organisée durant laquelle le président du Gouvernement David Eray a été reçu par les autorités de la préfecture de Duas Barras et a procédé à la pose d'une plaque commémorative dans le village de Monnerat. Une visite de la polyclinique de Monnerat, qui a bénéficié d'un soutien financier du canton du Jura pour installer un nouvel équipement ophtalmologique nécessaire au dépistage des maladies des yeux, figurait également au programme de la journée.

Coopération Jura-Québec

Du 31 octobre au 3 novembre 2018, le ministre Martial Courtet a conduit une mission officielle à Québec. Il était accompagné entre autre par Dominique Guenat, administrateur d'Horométrie. Les objectifs de la mission étaient l'inauguration des pergolas protégeant l'horloge du Jura et la désignation d'une section des jardins de l'Hôtel de Ville en « Espace du canton du Jura » ainsi que la ratification d'une convention réglant le suivi technique de l'horloge. La question de la poursuite (ou non) de la collaboration avec la ville de Québec figurait aussi au programme de la mission.

La délégation jurassienne a pu constater que le partenariat entre le Jura et la ville de Québec fonctionne sur d'excellentes bases, dans un esprit constructif. Les interlocuteurs québécois, dont le maire, ont souligné l'intérêt suscité par l'horloge et ont exprimé leur attachement à sa mise en valeur.

Espace du Canton-du-Jura

Ainsi nommé à l'occasion du 40^e anniversaire de l'entrée du Canton du Jura au sein de la Confédération helvétique, l'espace du Canton-du-Jura témoigne des liens d'amitié qui unissent la Ville de Québec et ce canton suisse depuis 1983.

Ce lieu fut inauguré le 2 novembre 2018 en présence du maire de Québec, M. Régis Labeaume, et de M. Martial Courtet, ministre du Gouvernement de la République et Canton du Jura.



4. L'AIDE AU DEVELOPPEMENT

A compter du 1^{er} janvier 2018, la définition et la mise en œuvre de la politique jurassienne de développement a été confiée à la Fédération inter jurassienne de coopération et de développement (FICD) à qui il appartient désormais de gérer les fonds cantonaux dévolus à cette cause. Fin 2019, un bilan des deux premières années de collaboration avec la FICD sera dressé.

CONCLUSION

Une nouvelle fois, l'année 2018 a clairement montré l'importance des affaires extérieures pour les cantons, dont le canton du Jura. Ceci s'explique par la superposition croissante de la politique extérieure et de la politique intérieure. Il n'existe plus aujourd'hui de domaine d'activité de l'Etat qui ne dépende pas, peu ou prou, de décisions prises à l'extérieur du territoire cantonal

L'année 2018 a également révélé que la cohésion nationale, qui constitue le fondement du système helvétique, ne va pas toujours de soi. La réforme de la péréquation financière entre les cantons et la Confédération est exemplaire à ce sujet. Alors que l'objectif du système péréquatif mis place est d'éviter des déséquilibres financiers trop grands entre les cantons, la réforme initiée par la CdC et adoptée par les Chambres fédérales contribue à renforcer l'attractivité des cantons à fort potentiel de ressources et à péjorer celle des cantons les plus faibles. Le déséquilibre entre cantons riches et cantons pauvres va donc encore progresser. Malgré un fort engagement tout au long des débats au sein de la CdC, puis des Chambres fédérales, les cantons faibles n'ont pas été entendus ni par la Confédération ni par les cantons riches.

Pour finir, l'année 2018 a dévoilé le rôle déterminant que certaines conférences intercantionales jouent dans le travail de lobbying envers les offices fédéraux, le Conseil fédéral et les Chambres fédérales. La réforme de la péréquation financière est révélatrice de cette évolution. Non seulement la CdC a initié la réforme, elle a également mis sur pied un système d'information en direction des différents acteurs fédéraux et, plus particulièrement, des parlementaires fédéraux qui n'a laissé aucune place aux positions des cantons qui étaient opposés au projet de réforme. Cette façon de procéder de la part de la CdC, mais également d'autres conférences intercantionales interpelle.

Ces développements démontrent la nécessité pour les exécutifs cantonaux de suivre de façon systématique le processus législatif fédéral et d'entretenir des contacts étroits avec les partenaires au-delà des frontières cantonales. En raison de la taille du canton, mais également de sa position géographique, le Gouvernement jurassien se doit par contre d'agir de façon pragmatique. C'est pourquoi il concentre son action sur les domaines et les objets les plus importants pour le canton. A cette fin, il souhaite à l'avenir renforcer son engagement au sein des conférences intercantionales les plus influentes.

Delémont, le 27 août 2019

**AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA
RÉPUBLIQUE ET CANTON DU JURA**



Jacques Berber
Président

Gladys Winkler Docourt
Chancelière d'Etat

ANNEXE 1 : ACTIVITES GOUVERNEMENTALES AU SEIN DES INSTANCES INTERCANTONALES

Conférences intergouvernementales	Représentants du Gouvernement
Conférence des gouvernements cantonaux (CdC)	Charles Juillard
Conférence des gouvernements de Suisse occidentale (CGSO)	Charles Juillard
Conférence des gouvernements de la Suisse du Nord-Ouest (CGNO)	Jacques Gerber

Conférences spécialisées suisses	Représentants du Gouvernement
Conférence des directeurs cantonaux des finances (CDF)	Charles Juillard (Président)
Conférence des directeurs des départements cantonaux de justice et police (CCDJP)	Nathalie Barthoulot Charles Juillard
Commission de direction de la prévention suisse de criminalité	Nathalie Barthoulot
Conférence gouvernementale des affaires militaires, de la protection civile et des sapeurs-pompiers (CG MPS)	Nathalie Barthoulot Charles Juillard
Conférence des chefs des départements cantonaux de l'économie publique (CDEP)	Jacques Gerber
Conférence des directeurs cantonaux de l'agriculture (CDA)	Jacques Gerber
Conférence des directeurs cantonaux de la santé (CDS)	Jacques Gerber
Conférence spécialisée concernant la loi des loteries et le marché des loteries (CDCM)	Jacques Gerber
Conférence des directeurs cantonaux des affaires sociales (CDAS)	Nathalie Barthoulot
Conférence des directeurs cantonaux des travaux publics, de l'aménagement du territoire et de l'environnement (DTAP)	David Eray
Conférence des chefs des départements cantonaux pour la forêt, la faune et le paysage (CDFo)	David Eray (membre du Comité)
Conférence des directeurs cantonaux de l'énergie (CDEn)	David Eray
Conférence des directeurs cantonaux des transports publics (CTP)	David Eray
Conférence des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP)	Martial Courtet
Conférence des cantons signataires de l'accord intercantonal sur les contributions dans le domaine des écoles supérieures	Martial Courtet
Conférence des hautes écoles	Martial Courtet

Autres participations au plan national	Représentants du Gouvernement
Fondation.ch	Charles Juillard
Comité d'organisation Séminaire ch « Gouverner aujourd'hui »	Charles Juillard (Président)
Salines Suisses SA	Charles Juillard (Vice-président)
SelFin Invest AG	Charles Juillard (Vice-président)
Système d'information sur les marchés publics en Suisse (SIMAP)	David Eray (Président)
Programme d'harmonisation de l'informatique dans la justice pénale	Nathalie Barthoulot (Co-présidente)
Programme d'harmonisation de l'information policière suisse	Nathalie Barthoulot (membre du Comité)

Conférences spécialisées régionales	Représentants du Gouvernement
Conférence latine des directeurs cantonaux des finances (CLDF)	Charles Juillard
Conférence latine des chefs de département de justice et de police (CLDJP)	Nathalie Barthoulot Charles Juillard
Conférence latine des directeurs en matière d'asile et de migrants (CLDAM)	Nathalie Barthoulot
Conférence latine des directeurs des affaires militaires et de la protection de la population (CLAMPP)	Nathalie Barthoulot
Conférence latine des affaires sanitaires et sociales (CLASS)	Nathalie Barthoulot Jacques Gerber
Conférence des chefs de département de l'économie publique de Suisse occidentale (CDEP-SO)	Jacques Gerber
Conférence romande des loteries et des jeux	Jacques Gerber
Conférence des directeurs des travaux publics, de l'aménagement du territoire et de la protection de l'environnement de la Suisse occidentale et latine (CDTAPSOL)	David Eray
Conférence des transports de Suisse occidentale (CTSO)	David Eray
Conférence intercantonale de l'instruction publique de la Suisse romande et du Tessin (CIIP)	Martial Courtet
Conférence des gouvernements de la Suisse du Nord-Ouest (CGNO)	Jacques Gerber
Conférence des directeurs cantonaux des transports publics de la Suisse du nord-ouest (KÖV-NWCH)	David Eray
Regionales Schulabkommen (RSA)	Martial Courtet

Autres participations au plan régional	Représentants du Gouvernement
Comité directeur du Switzerland Innovation Park Basel Area	Jacques Gerber
Conférence métropolitaine de Bâle (CMB)	Jacques Gerber
Comité stratégique HE-Arc	Martial Courtet (Président)
Comité stratégique HEP BEJUNE	Martial Courtet
Fondation des archives de l'ancien Evêché de Bâle	Martial Courtet
Conférence diocésaine	Martial Courtet
Fondation I et II Roland Léchoth Légobbe	Nathalie Barthoulot
Autorité de surveillance LPP et des fondations de Suisse occidentale (AS-SO)	Charles Juillard

ANNEXE 2 : ACTIVITES GOUVERNEMENTALES AU SEIN DES CONFERENCES TRANSFRONTALIERES

Conférences transfrontalières	Représentants du Gouvernement
Arcjurassien.ch	David Eray
Conférence franco-germano-suisse du Rhin supérieur (CRS)	Jacques Gerber
Commission intergouvernementale du Rhin supérieur	Jacques Gerber
INTERREG France-Suisse	David Eray
INTERREG Rhin supérieur *	--

*Selon une décision de la CGNO, les membres des gouvernements de la Suisse du Nord-Ouest se sont retirés du comité de suivi INTERREG Rhin supérieur. Les cantons sont représentés par les administratifs.

Autre participation au plan interrégional	Représentant du Gouvernement
Conseil d'administration de l'Association Trans Europe TGV Rhin-Rhône-Méditerranée	David Eray